
Deuxième session, trentième Législature

Second Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n^o 50

Bill No. 50

Loi sur les droits et libertés
de la personne

An Act respecting human rights
and freedoms

Première lecture

First reading

M. CHOQUETTE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974

1974

Projet de loi n^o 50

Loi sur les droits et libertés
de la personne

CONSIDÉRANT que tout être humain possède des droits et libertés intrinsèques, destinés à assurer sa protection et son épanouissement;

Considérant que tous les hommes sont égaux en valeur et en dignité, et ont droit à une égale protection de la loi;

Considérant que le respect de la dignité de l'être humain et la reconnaissance des droits et libertés dont il est titulaire constituent le fondement de la justice et de la paix;

Considérant que les droits et libertés de la personne humaine sont inséparables des droits et libertés d'autrui et du bien-être général;

Considérant qu'il y a lieu d'affirmer solennellement les libertés et droits fondamentaux de la personne afin que ceux-ci soient garantis par la volonté collective et mieux protégés contre toute violation;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Bill No. 50

An Act respecting human rights
and freedoms

WHEREAS every human being possesses intrinsic rights and freedoms, designed to ensure his protection and development;

Whereas all men are equal in worth and dignity, and are entitled to equal protection of the law;

Whereas respect for the dignity of the human being and recognition of his rights and freedoms constitute the foundation of justice and peace;

Whereas the rights and freedoms of the human person are inseparable from the rights and freedoms of others and from the common well-being;

Whereas it is expedient to solemnly declare the fundamental human rights and freedoms, so that they may be guaranteed by the collective will and better protected against any violation;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet, dans une première Partie, contient une Charte des droits et libertés de la personne et, dans une deuxième, prévoit l'établissement d'une Commission des droits de la personne.

Au chapitre premier de la Charte, sont énumérés, dans des dispositions générales, les libertés et droits fondamentaux de l'individu, notamment le droit à la vie, le droit à la sûreté et la liberté de la personne (article 1), le droit au secours (article 2), les libertés fondamentales, comme la liberté de conscience et la liberté d'expression (article 3), le droit à la sauvegarde de la dignité (article 4), au respect de la vie privée (article 5), à la protection de la propriété (articles 7 et 8) et à l'égalité de tous devant la loi (article 10).

Des dispositions spécifiques touchent particulièrement la discrimination basée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, les convictions politiques, la langue et l'origine ethnique, nationale ou sociale (article 11). La publicité discriminatoire est interdite (article 12) au même titre que la discrimination dans la formation ou l'exécution d'un contrat et de tout acte juridique (articles 14 et 15). De la même manière, les lieux publics et les moyens de transport sont accessibles à tous, sans distinction ni préférence (article 13). Enfin, la discrimination est interdite dans tout le secteur du travail (articles 16 et 17).

Après le chapitre deuxième qui énumère certains droits politiques, comme le droit d'adresser des pétitions à l'Assemblée nationale (article 18), le chapitre troisième vise les droits judiciaires. Ainsi toute personne a droit à une audition impartiale de sa cause par un tribunal indépendant (ar-

EXPLANATORY NOTES

The first Part of this bill contains the Charter of Human Rights and Freedoms and the second Part provides for the establishment of a Human Rights Commission.

The first chapter of the Charter, in its general provisions, sets out the fundamental rights and freedoms of the individual, namely, the right to life, the right to personal security and freedom (section 1), the right to assistance (section 2), fundamental freedoms, including freedom of conscience and freedom of expression (section 3), the right to the safeguard of one's dignity (section 4), the respect for one's private life (section 5), the protection of private property (sections 7 and 8) and the equality of all before the law (section 10).

Specific provisions deal in particular with discrimination based on race, colour, sex, religion, political convictions, language and ethnic, national or social origin (section 11). Discriminatory advertising is prohibited (section 12) as is discrimination in the formation or carrying out of a contract or any juridical act (sections 14 and 15). Similarly, public places and public means of transport are available to every one without distinction or preference (section 13). Finally, discrimination is prohibited in every aspect of labour relations (sections 16 and 17).

After chapter second which enumerates certain political rights such as the right to petition the National Assembly (section 18), chapter third deals with judicial rights. Thus, every person has a right to a fair hearing by an impartial tribunal (section 20). No one may be deprived of his liberty except on

PARTIE I

CHARTRE DES DROITS ET LIBERTÉS
DE LA PERSONNE

CHAPITRE I

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Tout être humain a droit à la vie ainsi qu'à la sûreté et à la liberté de sa personne.

2. Toute personne dont la vie est en péril a droit au secours.

Nul ne peut, sans motif raisonnable, refuser ou négliger de se porter au secours d'une personne dont la vie est en péril pour lui apporter l'aide physique nécessaire et immédiate que requiert son état.

3. Tout être humain est titulaire des libertés fondamentales telles la liberté de conscience, la liberté de religion, la liberté d'opinion, la liberté d'expression, la liberté de réunion pacifique et la liberté d'association.

4. Toute personne a droit à la sauvegarde de sa dignité, de son honneur et de sa réputation.

5. Toute personne a droit au respect de sa vie privée.

6. Toute personne a droit à la jouissance paisible et à la libre disposition de ses biens.

7. La demeure est inviolable.

8. Nul ne peut pénétrer chez autrui ni y prendre quoi que ce soit sans son consentement exprès ou tacite.

9. Chacun a droit au respect du secret professionnel.

Toute personne, tenue par la loi au secret professionnel, ne peut, même en justice, divulguer les renseignements con-

PART I

CHARTER OF HUMAN RIGHTS
AND FREEDOMS

CHAPTER I

FUNDAMENTAL RIGHTS AND FREEDOMS

DIVISION I

GENERAL PROVISIONS

1. Every human being has a right to life, and to personal security and freedom.

2. Every person whose life is in peril has a right to assistance.

No one may, without reasonable excuse, refuse or neglect to come to the aid of a person whose life is in peril to give him the necessary and immediate physical assistance that his condition requires.

3. Every human being is the possessor of the fundamental freedoms, including freedom of conscience, freedom of religion, freedom of opinion, freedom of expression, freedom of peaceful assembly and freedom of association.

4. Every person has a right to the safeguard of his dignity, honour and reputation.

5. Every person has a right to respect for his private life.

6. Every person has a right to peaceful enjoyment and free disposition of his property.

7. A person's home is inviolable.

8. No one may enter upon the property of another or take anything therefrom without his express or implied consent.

9. Every person has a right to non-disclosure of confidential information.

No person bound to professional secrecy by law may, even in judicial proceedings, disclose confidential information revealed

ticle 20). Nul ne peut être privé de sa liberté sauf les causes légalement reconnues et conformément à la loi (article 21). Sont aussi, à ce titre, reconnus le droit, lors d'une arrestation ou détention, d'être traité avec humanité et respect (article 22), d'être promptement informé des raisons de l'arrestation (article 24), le droit de prévenir les proches, de faire appel aux services d'un avocat, et d'être, sans délai, conduit devant un tribunal (articles 25 et 26). La présomption d'innocence est consacrée (article 29), de même que le recours aux services d'un interprète (article 32). En plus de prévoir le principe de la non-rétroactivité des lois (article 33), le projet précise que les dispositions édictant les droits judiciaires s'appliquent à toute personne ou organisme exerçant des fonctions quasi-judiciaires (article 35).

Le chapitre quatrième reconnaît, pour sa part, certains droits économiques et sociaux, comme le droit à l'instruction publique gratuite (article 37), à l'établissement et au maintien d'institutions privées d'enseignement (article 39), le droit, pour les minorités, de faire progresser leur vie culturelle (article 40) et, surtout, en matière de travail, le droit pour chacun d'exercer son métier à des conditions justes et raisonnables (article 42), et à l'égalité de traitement et de salaire pour un travail égal dans une même entreprise (article 43).

Le chapitre cinquième contient des dispositions particulières concernant l'interprétation des lois en regard de la charte (article 45) et concernant le droit pour toute personne, qui se voit atteinte dans ses droits fondamentaux, de réclamer une indemnité ou de recourir à l'injonction (article 44).

La deuxième Partie du projet établit une Commission des droits de la personne, dont les membres sont nommés par l'Assemblée nationale (article 49) et qui a pour fonction, notamment, de promouvoir la Charte (article 57), de faire enquête dans les cas de discrimination et d'établir un programme de recherche et d'éducation dans le domaine des droits de l'homme (article 58). La commission doit recevoir toute plainte relative à la discrimination, que cette plainte émane d'un individu ou d'un groupe de personnes (articles 60 et 61). Elle doit, dès lors, faire enquête (article 64), sauf cause raisonnable de refus (articles 66 et 67), et tenter d'amener les parties à régler leur différend (article 70).

grounds legally recognized and in accordance with the law (section 21). Similarly, every person arrested or detained has the right to be treated with humanity and respect (section 22), the right to be informed promptly of the grounds of his arrest (section 24), the right to advise his next of kin and to have recourse to the services of an advocate and to be brought promptly before a tribunal (sections 25 and 26). The presumption of innocence is recognized (section 29), as is the recourse to the services of an interpreter (section 32). In addition to providing that laws cannot have a retroactive effect (section 33), this bill specifies that provisions enacting judicial rights apply to every person or agency exercising quasi-judicial functions (section 35).

Chapter fourth recognizes certain economic and social rights such as the right to free public education (section 37), to the establishment and maintenance of private educational establishments (section 39), the right for minorities to develop their cultural interests (section 40) and especially, in the sector of labour, the right for every person to fair and reasonable conditions of employment in the field of his choice (section 42), and to equal pay or salary for equal work in the same firm or undertaking (section 43).

Chapter fifth contains special provisions concerning the interpretation of the statutes with regard to the Charter (section 45) and concerning the right for every person whose fundamental rights are being interfered with to obtain compensation or to have recourse to an injunction (section 44).

The second Part of this bill establishes a Human Rights Commission composed of members appointed by the National Assembly (section 49) entrusted with the duties, in particular, of promoting the Charter (section 57), investigating the cases of discrimination and establishing a programme of research and education in the sector of human rights (section 58). The Commission must receive every complaint relating to discrimination whether the complaint emanates from an individual or a group of persons (sections 60 and 61). It must then make an investigation (section 64) unless there is reasonable cause for refusal (sections 66 and 67), and endeavour to bring the parties to a settlement

fidentiels qui lui ont été révélés en raison de son état ou profession, à moins qu'elle n'y soit autorisée par celui qui lui a fait ces confidences ou par une disposition expresse de la loi.

Le tribunal doit, d'office, assurer le respect du secret professionnel.

10. Toutes les personnes sont égales devant la loi.

SECTION II

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LA DISCRIMINATION

11. Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, les convictions politiques, la langue ou l'origine ethnique, nationale ou sociale.

Il y a discrimination, aux fins de la présente section, lorsqu'une telle distinction, exclusion ou préférence a pour effet de détruire ou de compromettre ce droit.

12. Nul ne peut publier ou exposer en public un avis, un symbole ou un signe comportant discrimination.

13. Nul ne peut, par discrimination, empêcher autrui d'avoir accès aux moyens de transport ou lieux publics, tels les établissements commerciaux, hôtels, restaurants, théâtres, cinémas, parcs, terrains de camping et de caravanning et d'y obtenir les biens et les services qui y sont disponibles.

14. Nul ne peut, par discrimination, refuser de conclure un bail ou autre acte juridique.

15. Nul ne peut, dans un acte juridique, stipuler une clause comportant discrimination.

Une telle clause est réputée sans effet.

16. Nul ne peut exercer de discrimination dans l'embauche, l'apprentissage, la formation professionnelle, la promotion, la mise à pied, le renvoi ou les conditions

to him by reason of his position or profession, unless he is authorized to do so by the person who confided such information to him or by a specific provision of law.

The tribunal must, *ex officio*, ensure that professional secrecy is respected.

10. All persons are equal before the law.

DIVISION II

SPECIAL PROVISIONS CONCERNING DISCRIMINATION

11. Every person has a right to full and equal recognition and exercise of his human rights and freedoms, without distinction, exclusion or preference based on race, colour, sex, religion, political convictions, language or ethnic, national or social origin.

Discrimination within the meaning of this act exists where such a distinction, exclusion or preference has the effect of nullifying or impairing such right.

12. No one may publish or publicly exhibit a notice, symbol or sign involving discrimination.

13. No one may, through discrimination, inhibit the access of another to public transport or a public place, such as a commercial establishment, hotel, restaurant, theatre, cinema, park, camping ground or trailer park, or his obtaining the goods and services available there.

14. No one may, through discrimination, refuse to make a lease or any other juridical act.

15. No one may in a juridical act stipulate a clause involving discrimination.

Such a clause is deemed without effect.

16. No one may practise discrimination in respect of the hiring, apprenticeship, vocational training, promotion, laying-off, dismissal or conditions of em-

Elle peut recommander, en cas de dommages, soit le paiement d'une indemnité à la victime, soit la cessation de toute discrimination en cours (article 70). Si l'auteur de la discrimination n'obtempère pas à la recommandation qu'elle a émise, la Commission peut, avec le consentement de la victime, procéder elle-même devant les tribunaux (article 71).

La troisième et dernière Partie du projet contient des dispositions finales et, notamment, crée des infractions pénales précises, particulièrement en matière de discrimination (article 75).

of their dispute (section 70). It may recommend, in the case of damages, either the payment of compensation to the victim or the cessation of all acts of discrimination (section 70). If the person who is guilty of discrimination does not comply with its recommendation, the Commission may itself, with the consent of the victim, proceed before the tribunal (section 71).

The third and last part of the bill contains final provisions and establishes precisely what constitutes an offence, particularly in matters of discrimination (section 75).

de travail d'une personne, ou dans l'admission, la jouissance d'avantages, la suspension ou l'expulsion d'une personne d'une association d'employeurs ou de salariés ou de toute corporation professionnelle ou association de personnes exerçant une même occupation.

17. Une distinction, exclusion ou préférence fondée sur les aptitudes exigées pour un emploi, ou justifiée par le caractère charitable, philanthropique, religieux ou éducatif d'une association ou corporation sans but lucratif ou qui est vouée exclusivement au bien-être d'un groupe ethnique n'est pas réputée discriminatoire.

CHAPITRE II

DROITS POLITIQUES

18. Toute personne a droit d'adresser des pétitions à l'Assemblée nationale pour le redressement de griefs.

19. Toute personne légalement habilitée et qualifiée a droit de se porter candidat lors d'une élection provinciale, municipale ou scolaire, et a droit d'y voter.

CHAPITRE III

DROITS JUDICIAIRES

20. Toute personne a droit, en pleine égalité, à une audition publique et impartiale de sa cause par un tribunal indépendant et qui ne soit pas préjugé, qu'il s'agisse de la détermination de ses droits et obligations ou du bien-fondé de toute accusation portée contre elle.

Le tribunal peut ordonner le huis clos dans l'intérêt de la morale, de l'ordre public, des parties ou des témoins.

21. Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf pour les motifs prévus par la loi et suivant la procédure prescrite.

22. Toute personne arrêtée ou détenue doit être traitée avec humanité et avec le respect inhérent à la personne humaine.

ployment of a person, or in respect of the admission, enjoyment of benefits, suspension or expulsion of a person to, of or from an association of employers or employees or any professional corporation or association of persons carrying on the same occupation.

17. A distinction, exclusion or preference based on the qualifications required for an employment, or justified by the charitable, philanthropic, religious or educational nature of a non-profit association or corporation or of an association or corporation devoted exclusively to the well-being of an ethnic group is not deemed discriminatory.

CHAPTER II

POLITICAL RIGHTS

18. Every person has a right of petition to the National Assembly for the redress of grievances.

19. Every person legally capable and qualified has the right to be a candidate at provincial, municipal and school elections, and to vote at them.

CHAPTER III

JUDICIAL RIGHTS

20. Every person has a right to a full and equal, public and fair hearing by an independent and impartial tribunal, for the determination of his rights and obligations or of the merits of any charge brought against him.

The tribunal may decide to sit *in camera* in the interests of morals, of public order, of the parties or of the witnesses.

21. No one may be deprived of his liberty except on grounds provided by law and in accordance with prescribed procedure.

22. Every person arrested or detained must be treated with humanity and with the respect due to the human person.

23. Toute personne qui séjourne dans un établissement de détention en attendant l'issue de son procès a droit d'être séparée, jusqu'à jugement final, des prisonniers qui purgent une peine et d'être soumise à un régime distinct approprié à son sexe, son âge et à sa condition de personne bénéficiant de la présomption d'innocence.

24. Toute personne arrêtée ou détenue a droit d'être promptement informée, dans une langue qu'elle comprend, des motifs de son arrestation ou de sa détention.

25. Toute personne arrêtée ou détenue a droit, sans délai, d'en prévenir ses proches et de recourir aux services d'un avocat.

26. Toute personne arrêtée ou détenue doit être promptement conduite devant le tribunal compétent.

27. Nulle personne arrêtée ou détenue ne peut être privée, sans juste cause, du droit de recouvrer sa liberté sur engagement, avec ou sans dépôt ou caution, de comparaître devant le tribunal dans le délai fixé.

28. Toute personne arrêtée ou détenue a droit de recourir à l'*habeas corpus*.

29. Tout accusé est présumé innocent jusqu'à ce que la preuve de sa culpabilité ait été établie suivant la loi.

30. Toute personne a droit de se faire représenter par un avocat ou d'en être assisté devant tout tribunal.

31. Tout accusé a droit à une défense pleine et entière et a le droit d'interroger et de contre-interroger les témoins.

32. Tout accusé ou tout témoin a droit d'être assisté d'un interprète s'il ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience.

23. Every person confined to a house of detention while awaiting the outcome of his trial has the right to be kept apart, until final judgment, from prisoners serving sentence, and to be subject to separate treatment appropriate to his sex, age and status as a person regarding whom there exists a presumption of innocence.

24. Every person arrested or detained has a right to be promptly informed, in a language he understands, of the grounds of his arrest or detention.

25. Every person arrested or detained has a right to immediately advise his next of kin thereof and to have recourse to the services of an advocate.

26. Every person arrested or detained must be brought promptly before the competent tribunal.

27. No person arrested or detained may be deprived without just cause of the right to be released on undertaking, with or without deposit or bail, to appear before the tribunal at the appointed time.

28. Every person arrested or detained has a right of recourse to *habeas corpus*.

29. Every accused person is presumed innocent until proven guilty according to law.

30. Every person has a right to be represented by an advocate or to be assisted by one before any tribunal.

31. Every accused person has a right to a full and complete defense and has the right to examine and cross-examine witnesses.

32. Every accused person and every witness has a right to be assisted by an interpreter if he does not understand or does not speak the language used at the hearing.

33. Nul accusé ne peut être condamné pour une action ou une omission qui, au moment où elle a été commise, ne constituait pas une violation de la loi.

34. Aucun témoignage ne peut servir à incriminer son auteur s'il a été rendu sous la protection du tribunal, sauf le cas de parjure.

35. Au sens du présent chapitre, le mot « tribunal » inclut un coroner, un commissaire-enquêteur sur les incendies, une commission d'enquête et une personne ou un organisme créé par une loi publique et exerçant des fonctions quasi-judiciaires.

CHAPITRE IV

DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

36. Tout enfant a droit à la protection et à la sécurité que doivent lui apporter sa famille ou les personnes qui en tiennent lieu.

37. Toute personne a droit, dans la mesure et suivant les normes prévues par la loi, à l'instruction publique gratuite.

38. Les parents ou les personnes qui en tiennent lieu ont le droit d'exiger que, dans les établissements d'enseignement publics, leurs enfants reçoivent un enseignement religieux ou moral, conforme à leurs convictions, dans le cadre des programmes prévus par la loi.

39. Les parents ou les personnes qui en tiennent lieu ont le droit de choisir pour leurs enfants des établissements d'enseignement privés, pourvu que ces établissements se conforment aux normes prescrites ou approuvées en vertu de la loi.

40. Les personnes appartenant à des minorités ethniques ont le droit de maintenir et de faire progresser leur propre vie culturelle avec les autres membres de leur groupe.

41. Toute personne dans le besoin a droit à des mesures d'assistance financière,

33. No accused person may be held guilty on account of any act or omission which, at the time when it was committed, did not constitute a violation of the law.

34. No testimony may be used to incriminate the person who gives it if he does so under the protection of the tribunal, except in the case of perjury.

35. The word "tribunal", within the meaning of this chapter, includes a coroner, a fire investigation commissioner, an inquiry commission, and any person, or any agency created by a public act, exercising quasi-judicial functions.

CHAPTER IV

ECONOMIC AND SOCIAL RIGHTS

36. Every child has a right to the protection and security that must be provided to him by his family or the persons acting in their stead.

37. Every person has a right, to the extent and according to the standards provided for by law, to free public education.

38. Parents or the persons acting in their stead have a right to require that, in the public educational establishments, their children receive a religious or moral education, in conformity with their convictions, within the framework of the curricula provided for by law.

39. Parents or the persons acting in their stead have a right to choose private educational establishments for their children, provided such establishments comply with the standards prescribed or approved by virtue of the law.

40. Persons belonging to ethnic minorities have a right to maintain and develop their own cultural interests with the other members of their group.

41. Every person in need has a right to measures of financial assistance, pro-

prévues par la loi, susceptibles de lui assurer un niveau de vie décent.

42. Quiconque travaille a droit, conformément à la loi, à des conditions de travail justes et raisonnables.

43. Tous doivent recevoir un traitement ou un salaire égal pour un travail égal.

Cette règle s'applique aux membres du personnel d'une même entreprise exerçant leurs fonctions au même endroit, en tenant compte de l'expérience, du rendement, de l'ancienneté et des autres circonstances pertinentes.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS SPÉCIALES ET INTERPRÉTATIVES

44. Une atteinte illicite à un droit ou une liberté reconnu par la présente Charte confère à la victime la faculté d'obtenir la cessation de cette atteinte et la réparation du préjudice moral ou matériel qui en résulte.

En cas d'atteinte intentionnelle, le tribunal peut en outre condamner son auteur à des dommages exemplaires.

45. La présente Charte doit s'interpréter de manière à ne pas supprimer ou restreindre la jouissance ou l'exercice d'un droit ou d'une liberté de la personne qui n'y est pas inscrit.

Elle ne doit pas, non plus, s'interpréter de manière à augmenter, restreindre ou modifier la portée de toute disposition de la loi; toutefois, si un doute surgit dans l'interprétation de telle disposition, il est tranché dans le sens indiqué par la présente Charte.

46. La présente Charte lie le gouvernement, ses organismes et préposés.

47. La présente Charte ne vise que les matières qui sont de la compétence législative du Québec.

vided for by law, susceptible of ensuring such person an acceptable standard of living.

42. Every person who works has a right, in accordance with the law, to fair and reasonable conditions of employment.

43. All persons must receive equal salary or wages for equal work.

Such rule applies to the members of the personnel of the same firm carrying on their duties at the same place, taking into account their experience, productivity and seniority and other relevant circumstances.

CHAPTER V

SPECIAL AND INTERPRETATIVE PROVISIONS

44. Any unlawful interference with any right or freedom recognized by this Charter entitles the victim to obtain the cessation of such interference and compensation for the moral or material prejudice resulting therefrom.

In case of intentional interference, the tribunal may, in addition, condemn the person guilty of it to exemplary damages.

45. This Charter shall not be so interpreted as to suppress or limit the enjoyment or exercise of any human right or freedom not enumerated herein.

Nor shall it be so interpreted as to extend, limit or amend the scope of any provision of law; however, if a doubt arises in the interpretation of such provision, it shall be resolved in keeping with the intent of this Charter.

46. This Charter binds the Government, and the government bodies and employees.

47. This Charter affects only those matters that come under the legislative authority of the province of Québec.

PARTIE II

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE

CHAPITRE I

CONSTITUTION

48. Un organisme, ci-après appelé « la Commission », est constitué sous le nom de la « Commission des droits de la personne ».

49. La Commission est composée d'au moins trois membres, dont le président, nommés par l'Assemblée nationale sur la proposition du premier ministre, pour un mandat n'excédant pas dix ans.

50. Les nominations prévues à l'article 49 doivent avoir été approuvées par les deux tiers des membres de l'Assemblée nationale.

[[**51.** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le traitement et les conditions de travail ou, s'il y a lieu, le traitement additionnel, les honoraires ou les allocations de chacun des membres de la Commission.

Le traitement et la durée du mandat, une fois fixés, ne peuvent être réduits.]]

52. Les membres de la Commission restent en fonction jusqu'à leur remplacement.

Après ce remplacement, ils continuent de connaître des affaires dont ils sont déjà saisis.

[[**53.** Le secrétaire ainsi que le personnel de la Commission sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).]]

54. Les membres de la Commission doivent, avant d'entrer en fonction, prêter devant le Président de l'Assemblée nationale les serments prévus aux annexes A et B.

55. La Commission a son siège dans la Ville de Québec ou dans celle de Montréal selon que le décide le lieutenant-gou-

PART II

HUMAN RIGHTS COMMISSION

CHAPTER I

CONSTITUTION

48. A body, hereinafter called "the Commission" is established under the name of the "Human Rights Commission".

49. The Commission shall be composed of at least three members, including the chairman. They shall be appointed by the National Assembly upon the recommendation of the Prime Minister, for a term not exceeding ten years.

50. The appointments provided for in section 49 must be approved by two-thirds of the members of the National Assembly.

[[**51.** The Lieutenant-Governor in Council shall fix the salary and the conditions of employment or, as the case may be, the additional salary, fees or allowances of each member of the Commission.

The salary and term of office, once determined, shall not be reduced.]]

52. The members of the Commission shall remain in office until they are replaced.

After such replacement, they shall continue to hear the matters of which they had already been seized.

[[**53.** The secretary and the personnel of the Commission are appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).]]

54. Before entering into office, the members of the Commission shall take the oaths provided in Schedules A and B, before the President of the National Assembly.

55. The Commission shall have its seat in the City of Québec or in the City of Montreal as the Lieutenant-Governor

verneur en conseil par un arrêté qui entre en vigueur sur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

La Commission a aussi un bureau dans la ville visée au premier alinéa dans laquelle elle n'a pas son siège.

Elle peut tenir séance à tout endroit du Québec.

56. La Commission peut faire des règlements pour sa régie interne.

Ces règlements entrent en vigueur, après leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, lors de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date qui y est indiquée.

CHAPITRE II

FONCTIONS

57. Les fonctions de la Commission sont de promouvoir, par toutes mesures appropriées, les principes contenus dans la présente loi, d'exercer les pouvoirs et d'exécuter les devoirs prescrits par la présente loi.

58. La Commission doit notamment :

a) faire enquête dans tous les cas de discrimination qui relèvent de sa compétence;

b) établir un programme d'information et d'éducation, destiné à faire comprendre et accepter l'objet et les dispositions de la présente loi;

c) diriger et encourager les recherches et publications sur les libertés et droits fondamentaux;

d) recevoir les suggestions, recommandations et demandes qui lui sont faites touchant les droits et les libertés de la personne, les étudier et faire au gouvernement les recommandations qu'elle juge appropriées;

e) coopérer avec tout organisme du Québec ou de l'extérieur, voué à la promotion des droits et des libertés de la personne.

59. La Commission doit, au plus tard le 31 mars de chaque année, remettre au Président de l'Assemblée nationale un

in Council may decide by an order in council which shall come into force upon publication in the *Québec Official Gazette*.

The Commission shall also have an office in that city of the two mentioned in the first paragraph in which it does not have its seat.

The Commission may hold its sittings at any place in the province of Québec.

56. The Commission may make by-laws for its internal management.

Such by-laws shall come into force, after their approval by the Lieutenant-Governor in Council, on their publication in the *Québec Official Gazette* or on any other date indicated therein.

CHAPTER II

FUNCTIONS

57. The functions of the Commission are to promote, by every appropriate measure, the principles enunciated in this act, and to exercise the powers and carry out the duties prescribed in this act.

58. The Commission shall in particular:

(a) make investigations in all cases of discrimination that come within its competence;

(b) establish a programme of information and education designed to promote an understanding and acceptance of the objects and provisions of this act;

(c) direct and encourage research and publications relating to fundamental rights and freedoms;

(d) receive the suggestions, recommendations and requests that are made to it concerning human rights and freedoms, study them and make to the Government the recommendations it considers appropriate;

(e) cooperate with any organization, inside or outside the province of Québec, dedicated to the promotion of human rights and freedoms.

59. The Commission shall, not later than 31 March each year, remit to the President of the National Assembly a

rapport de ses activités pour l'année civile précédente et de ses recommandations.

Ce rapport est déposé devant l'Assemblée nationale si elle est en session ou, si elle ne l'est pas, dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante.

Ce rapport est publié et distribué par l'Éditeur officiel du Québec de la façon indiquée par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil.

60. Toute personne qui a raison de croire qu'elle a été victime de discrimination au sens des articles 11 à 17 de la présente loi, peut adresser, par écrit, une demande d'enquête à la Commission.

Tout groupe de personnes peut, de la même manière et aux mêmes conditions, faire une demande d'enquête.

61. Tout groupe de personnes voué à la défense des droits et libertés de la personne ou au bien-être d'un groupe de personnes, qui a raison de croire que s'est commise une discrimination visée à l'article précédent, peut également, par écrit, faire une demande d'enquête au nom d'autrui, pourvu que la personne au nom de qui elle est faite y ait consenti par écrit.

62. La Commission, ses fonctionnaires et employés, doivent prêter leur assistance pour la rédaction d'une demande d'enquête à toute personne ou tout groupe de personnes qui le requiert.

63. La Commission peut également faire enquête de sa propre initiative.

64. La Commission fait enquête sur les faits allégués dans la demande.

65. La Commission peut, par écrit, autoriser une personne autre que ses fonctionnaires ou employés, à faire une enquête en vertu de la présente loi et à lui faire rapport.

66. La Commission doit toutefois refuser de faire ou de poursuivre une enquête lorsqu'elle constate qu'elle n'a pas

report of its activities during the preceding calendar year, and of its recommendations.

Such report shall be laid before the National Assembly if it is in session or, if it is not, within thirty days of the opening of the next session.

The report shall be published and distributed by the Québec Official Publisher in the manner determined by order of the Lieutenant-Governor in Council.

60. Any person who has reason to believe that he has been the victim of discrimination within the meaning of sections 11 to 17 of this act may apply in writing to the Commission for an investigation.

Any group of persons may, in the same manner and on the same conditions, apply for an investigation.

61. Any group of persons dedicated to the defence of human rights and freedoms or to the welfare of a group of persons, which has reason to believe that an act of discrimination referred to in the preceding section has been committed may also apply, in writing, for an investigation in the name of another provided that the person on whose behalf it is requested has given his consent in writing.

62. The Commission and its functionaries and employees must lend their assistance in the drafting of an application for an investigation to any person or group of persons who so requests.

63. The Commission may also make an investigation on its own initiative.

64. The Commission shall make an investigation into the facts alleged in the application.

65. The Commission may, in writing, authorize a person other than one of its functionaries or employees, to make an investigation under this act and to make a report to it.

66. The Commission must however refuse to make or continue an investigation when it finds that it has no jurisdiction

compétence en vertu de la présente loi ou que le requérant dispose d'un recours également adéquat.

Le protecteur du citoyen doit, lorsqu'il constate une plainte portant sur un cas de discrimination visé par la présente loi, transmettre le dossier à la Commission, laquelle en est saisie de plein droit.

67. La Commission peut refuser de faire ou de poursuivre une enquête lorsqu'elle estime que le requérant n'a pas un intérêt suffisant, que la demande est frivole, vexatoire ou faite de mauvaise foi, ou qu'une enquête n'est pas nécessaire eu égard aux circonstances.

68. La Commission, lorsqu'elle refuse de faire une enquête doit avertir la ou les personnes en cause de son refus et en donner les motifs; elle peut aussi indiquer les recours qui pourraient être exercés, s'il en est.

69. La Commission, de même que la personne désignée conformément à l'article 65, sont investies, aux fins des enquêtes autorisées par la présente loi, des pouvoirs et de l'immunité de commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

70. La Commission doit tenter d'amener les parties à régler leur différend.

Si elle est incapable de conduire les parties au règlement de leur différend, la Commission transmet aux parties le résultat de son enquête.

Elle peut recommander la cessation, dans un délai qu'elle fixe, d'un acte discriminatoire ou le paiement d'une indemnité ou les deux.

71. Lorsque la recommandation prévue par l'article 70 n'a pas été, à la satisfaction de la Commission, suivie dans le délai fixé, la Commission peut, avec le consentement écrit de la victime, s'adresser à la Cour supérieure du domicile de la personne en défaut en vue d'obtenir une injonction contre cette personne.

Elle peut aussi, avec le même consentement, s'adresser au tribunal pour réclamer,

under this act, or when the applicant has an equally adequate recourse at his disposal.

When the public protector becomes aware of a complaint regarding a case of discrimination contemplated by this act, he must transfer the record to the Commission, which shall be seized thereof of right.

67. The Commission may refuse to make or continue an investigation when it considers that the applicant has not a sufficient interest, that the application is frivolous, vexatious or made in bad faith, or that an investigation is not necessary in view of the circumstances.

68. The Commission, when it refuses to make an investigation, shall notify the person or persons concerned of its refusal and give the reasons therefor; it may also indicate the recourses, if any, that might be exercised.

69. The Commission, and the person designated in conformity with section 65, have, for the purposes of the investigations authorized under this act, the powers and immunity of commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes 1964, chapter 11).

70. The Commission shall endeavour to induce the parties to settle their dispute.

If it is unable to bring the parties to a settlement of their dispute, the Commission shall inform the parties of the result of its investigation.

It may recommend the cessation, within a delay it fixes, of an act of discrimination or the payment of an indemnity, or both.

71. When the recommendation provided for in section 70 has not, to the satisfaction of the Commission, been complied with within the fixed delay, the Commission may, with the written consent of the domicile of the person in default to obtain an injunction against such person.

The Commission may also, with such consent, apply to the tribunal to claim, in

en faveur de la victime, l'indemnité dont elle avait recommandé le paiement.

La victime, si elle le préfère, peut exercer personnellement les recours prévus aux alinéas précédents.

72. La Commission doit faire rapport au procureur général de tout fait qu'elle estime susceptible de constituer une infraction prévue par l'article 75.

73. Les membres de la Commission, ses fonctionnaires et employés de même que la personne désignée en vertu de l'article 65, ne peuvent être poursuivies en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

74. Aucune action civile ne peut être intentée en raison ou en conséquence de la publication d'un rapport de la Commission en vertu de la présente loi, ou de la publication, faite de bonne foi, d'un extrait ou d'un résumé d'un tel rapport.

PARTIE III

DISPOSITIONS FINALES

CHAPITRE I

INFRACTIONS ET PEINES

75. Commet une infraction :

a) quiconque contrevient aux articles 11 à 17;

b) tout fonctionnaire ou employé de la Commission ou une personne désignée suivant l'article 65 qui révèle, sans y être dûment autorisé, quoi que ce soit dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions;

c) quiconque, sciemment, entrave, tente d'entraver ou gêne de quelque façon la Commission, ses fonctionnaires ou employés ou une personne désignée suivant l'article 65, dans l'exercice de leurs fonctions, et, en particulier, dans la conduite d'une enquête prévue par la présente loi;

d) quiconque, sciemment, exerce ou tente d'exercer des représailles contre une personne ou un groupe de personnes qui a,

favour of the victim, the indemnity which it recommended to be paid.

The victim may, if he so prefers, exercise himself the recourses provided for in the preceding paragraphs.

72. The Commission must make a report to the Attorney-General of any fact it considers susceptible of constituting an offence contemplated in section 75.

73. The members of the Commission, its functionaries and employees and the person designated under section 65 cannot be prosecuted by reason of official acts done in good faith in the performance of their duties.

74. No civil action shall be taken by reason or in consequence of the publication of a report of the Commission under this act, or the publication in good faith of an extract from or summary of such report.

PART III

FINAL PROVISIONS

CHAPTER I

OFFENCES AND PENALTIES

75. Every person is guilty of an offence:

(a) who contravenes sections 11 to 17;

(b) who, being a functionary or employee of the Commission or a person designated in accordance with section 65, discloses, without being duly authorized to do so, anything whatsoever that has come to his knowledge in the performance of his duties;

(c) who knowingly obstructs or attempts to obstruct or in any way hinders the Commission, its functionaries or employees or a person designated in accordance with section 65, in the performance of their duties and, in particular, in the conduct of an investigation provided for in this act;

(d) who knowingly takes or attempts to take reprisals against a person or a group of persons who have, in good faith,

de bonne foi, fait une demande d'enquête en vertu de la présente loi, ou qui a rendu témoignage ou autrement pris part à une enquête entreprise par ou pour la Commission.

76. Les poursuites sont prises suivant la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35) et la deuxième partie de ladite loi s'y applique.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS DIVERSES

[[**77.** Les deniers requis pour la mise en application de la présente loi sont pris, pour les exercices financiers 1974/1975 et 1975/1976, à même le fonds consolidé du revenu et, par la suite, à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature.]]

78. La Loi sur la discrimination dans l'emploi (Statuts refondus, 1964, chapitre 142) est abrogée.

79. L'article 8 de la Loi de l'hôtellerie (Statuts refondus, 1964, chapitre 205), modifié par l'article 5 du chapitre 59 des lois de 1969, est abrogé.

80. L'article 46 de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (1969, chapitre 51) est abrogé.

81. La présente loi entre en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des dispositions exclues par cette proclamation, lesquelles entreront en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

applied for an investigation under this act, or who have given evidence or otherwise taken part in an investigation undertaken by or on behalf of the Commission.

76. Proceedings shall be instituted in accordance with the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35) and Part II of the said act applies.

CHAPTER II

MISCELLANEOUS

[[**77.** The moneys required for the application of this act shall be taken for the fiscal years 1974/1975 and 1975/1976 out of the consolidated revenue fund, and subsequently, out of the moneys voted annually for such purpose by the Legislature.]]

78. The Employment Discrimination Act (Revised Statutes, 1964, chapter 142) is repealed.

79. Section 8 of the Hotels Act (Revised Statutes, 1964, chapter 205), amended by section 5 of chapter 59 of the statutes of 1969, is repealed.

80. Section 46 of the Manpower Vocational Training and Qualification Act (1969, chapter 51) is repealed.

81. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, except the provisions excluded by such proclamation, which shall come into force on any later date that may be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.

ANNEXE A

SERMENT D'OFFICE

(Article 54)

« Je, A.B., jure que je serai loyal et porterai vraie allégeance à l'autorité constituée et que je remplirai les devoirs de ma charge de avec honnêteté et justice, et que je ne recevrai aucune somme d'argent ou considération quelconque pour ce que j'ai fait ou pourrai faire, dans l'exécution des devoirs de ma charge, dans le but de favoriser l'achat ou l'échange de quoi que ce soit par ou avec le gouvernement, à part de mon traitement ou de ce qui me sera alloué par la loi ou par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil. Ainsi Dieu me soit en aide. »

ANNEXE B

SERMENT DE DISCRÉTION

(Article 54)

« Je, A.B., jure de plus que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être dûment autorisé, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de ma charge. Ainsi Dieu me soit en aide. »

SCHEDULE A

OATH OF OFFICE

(Section 54)

"I, A.B., do swear that I will be faithful and bear true allegiance to constituted authority and will fulfill the duties of my office of honestly and justly, and that I will not receive any sum of money or consideration for what I have done or may do in the discharge of the duties of my office, to procure the purchase or exchange of anything whatsoever by or with the Government, other than my salary or what may be allowed me by law or by an order of the Lieutenant-Governor in Council. So help me God."

SCHEDULE B

OATH OF SECRECY

(Section 54)

"I, A.B., further swear that I will not reveal or disclose, unless duly authorized, anything that may come to my knowledge in the discharge of my duties. So help me God."